Pratiques médiévales de l'écrit documentaire

Problèmes d'ecdotique des documents diplomatiques médiévaux

Sébastien Barret

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/2399>

DOI : 10.4000/ashp.2399

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2018

Pagination : 181-184

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Sébastien Barret, « Problèmes d'ecdotique des documents diplomatiques médiévaux », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 149 | 2018, mis en ligne le 11 juillet 2018, consulté le 03 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/2399> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.2399>

PROBLÈMES D'ECDOTIQUE DES DOCUMENTS DIPLOMATIQUES MÉDIÉVAUX

Chargé de conférences : M. Sébastien BARRET

Programme de l'année 2016-2017 : *L'annotation historique des actes à l'ère numérique.*

Les conférences de l'année universitaire 2016-2017 ont été tenues en 12 séances entre le 27 octobre et le 25 mai, les 2^e et 4^e jeudis normalement, avec quelques irrégularités dues soit aux aléas du calendrier de l'EPHE, soit à ceux des activités du chargé de conférences. Cette première année consacrée au commentaire historique des documents diplomatiques dans le cadre de leur édition se devait, tout d'abord, d'en donner les bases.

Les premières séances ont donc été consacrées à la présentation des outils de travail disponibles, en mettant un accent particulier sur leur éventuelle accessibilité en ligne. Tout particulièrement, les ouvrages et instruments permettant les identifications de noms de lieux et de personnes ont été systématiquement présentés. Cela a donné lieu à de premières réflexions, qui ont été poursuivies au cours de toutes les séances, sur les modalités de leur usage. En effet, quels qu'ils soient (dictionnaires topographiques¹, répertoires de dignitaires ecclésiastiques² ou laïcs³...), ils sont autant que d'autres écrits le résultat d'un travail scientifique et historiographique, qui peut être actualisé ou en avoir besoin, ou ne plus répondre aux exigences scientifiques actuelles⁴. Ils doivent donc être utilisés de manière critique, et non comme de simples réservoirs d'informations forcément fiables : il convient notamment de savoir repérer les méthodes et les sources utilisées par les auteurs et les compilateurs, afin de pouvoir situer les renseignements donnés par rapport à la constellation documentaire que l'on cherche à éclairer. Il n'est, par exemple, pas indifférent de savoir si un lieu que l'on cherche à identifier est mentionné par un instrument de travail à partir d'une base documentaire large ou sur la base de déductions faites à partir d'un ou deux documents (dont celui que l'on essaie soi-même d'éditer), sur quoi sont basées les dates données par une liste abbatiale ou épiscopale, comment sont estimées les relations généalogiques entre des personnes données... Ceci est d'autant plus important que les

1. Notamment de la série commencée en 1859, maintenant réunie sous le nom de *Dictionnaire topographique de la France* et dont l'édition numérique est assurée par le CTHS ; cf. <http://cths.fr/dico-topo/> (consulté le 12 avril 2018).
2. Les plus célèbres étant certainement le vieux B. Gams, *Series Episcoporum Ecclesiae Catholicae*, Regensbourg, 1873 et les récents *Fasti Ecclesiae Gallicanae. Répertoire prosopographique des évêques, dignitaires et chanoines de France de 1200 à 1500*, dir. H. Millet, Turnhout, 1996.
3. Tels G. Dupont-Ferrier, *Gallia regia ou état des officiers royaux des bailliages et des sénéchaussées de 1328 à 1515*, Paris, 1942-1966, 6 vol. ou M. Ornato, *Dictionnaire des charges, emplois et métiers relevant des institutions monarchiques en France aux XIV^e et XV^e siècles*, Paris, 1975.
4. Il suffit pour s'en convaincre de comparer un ouvrage ancien et très général tel que J. G. T. Graesse, *Orbis Latinus. Lexicon lateinischer geographischer Namen des Mittelalters und der Neuzeit*, nouv. éd. 1972, Braunschweig, 1972 et un outil précis, détaillé et à jour comme J. Rigault, *Dictionnaire topographique du département de Saône-et-Loire*, Paris, 2008.

renseignements et/ou la documentation peuvent être épars, ce qui contribue à rendre d'autant moins sûrs les éléments donnés par certains instruments anciens (les *Series episcoporum* de Gams, les volumes de la *Gallia christiana*, mais aussi certains des *Dictionnaires topographiques*, par exemple).

Le fait que les identifications de noms soient le résultat de démarches scientifiques et ne constituent pas seulement le plaquage d'informations connues sur des textes qui ne les auraient pas encore rencontrées est également important à d'autres égards, qui ont été abordés ensuite. Il est, notamment, essentiel de s'intéresser aux divers contextes historiques qui permettent d'éclairer les relations entre personnes et lieux, et celles qui lient ces derniers au développement d'une institution, par exemple d'une maison religieuse. Ce n'est, bien souvent, qu'en reliant étroitement et activement la recherche des informations d'identification à l'histoire d'un ensemble que l'on peut véritablement identifier et comprendre. Outre que c'est ce qui permet, bien souvent, finalement d'identifier, cela autorise aussi une sorte de niveau inférieur dans la démarche, que l'on pourrait presque qualifier d'identification relative, tout comme il y peut y avoir une chronologie relative en-deçà d'une chronologie absolue. Cela permet, parfois, de repérer des individus ou des groupes de personnes – ou de lieux – que l'on peut retrouver ici et là et dont on peut suivre certaines destinées, sans pour autant que l'on puisse les rattacher à suffisamment d'informations externes à leur présence dans les textes étudiés pour pouvoir les déclarer complètement identifiés. Par exemple, il peut être possible de suivre le parcours d'un individu dont l'on ne connaît pas plus qu'un nom latin et ses occurrences dans le corpus donné (typiquement, une personne prenant la responsabilité de la mise par écrit de plusieurs documents⁵) : il n'est pas vraiment identifié, mais n'est plus un inconnu. Il peut y avoir inconvénient dans ce genre de cas à donner de son nom une version traduite en français contemporain : ceci peut en effet donner l'impression fautive d'une connaissance nettement plus grande du personnage qu'elle ne l'est en fait. Ceci vaut aussi pour les lieux : donner une version phonétiquement et étymologiquement vraisemblable d'un toponyme dont le nom n'est transmis qu'en latin et pour lequel l'on n'a pas d'éléments d'identification à un lieu autrement connu risque de fausser l'appréciation.

Ces derniers points suffisent à montrer combien les identifications font véritablement partie du commentaire historique, si ce dernier ne s'y limite pas. Au-delà de l'identification des noms, il y a également ce que la démarche permet de reconstruire : relations entre personnes, groupes et structures sociales, propriétés et territoires, droits et conflits... La question étant dès lors de définir ce qui doit être retenu comme commentaire permettant d'éclairer l'utilisation des actes édités par leur lecteur et ce qui doit être écarté ou réservé à des études ultérieures. Ce point, capital pour le travail de l'éditeur, a été traité de manière finalement transversale, reliant comme

5. Les difficultés posées par les cas, pourtant relativement bien documentés, de « copistes » (cette dernière appellation étant, du reste, problématique en l'espèce) clunisiens tous deux qualifiés de *Teutonicus* sont une bonne illustration de ce genre de questions : cf. M.-C. Garand, « Le scriptorium de Cluny, carrefour d'influences au XI^e siècle », dans *Journal des Savants*, 1977, p. 257-283, aux p. 267-270, et M. Hillebrandt, « Albertus Teutonicus, copiste de chartes et de livres à Cluny », dans *Mémoires de la Société pour l'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romands*, t. 45, 1988, p. 215-232.

un fil rouge tous les sujets qui ont été abordés. Il est en effet difficile de trouver ce qui pourrait valoir préconisation générale en la matière : c'est, pour l'essentiel, question de circonstances et de corpus, autant que d'objectifs suivis par l'édition concernée. En effet, l'édition de textes, même diplomatiques, peut connaître un certain nombre de nuances, par exemple entre l'édition critique prenant en compte toute la tradition manuscrite et imprimée des documents⁶ et une édition plus paléographique, axée sur les documents transmis en original⁷. Ces différences influent, bien évidemment, aussi sur le commentaire et l'annotation des textes.

Une partie notable des séances a été consacrée à des exercices pratiques de réflexion en commun sur des cas concrets : que retenir au titre des différentes parties de commentaire possibles (annotation, dissertation critique, regeste, introduction générale de l'édition de texte concernée), avec quels objectifs et quelles implications en termes de cohérence interne du travail ? La question de savoir avec quel degré de détail présenter les éléments de commentaire, avec quelle profondeur historiographique et quel niveau d'hypothèse, a également été traitée ; le problème étant finalement de savoir comment donner à utiliser des textes en en favorisant l'exploitation au mieux, sans pour autant en orienter la perception d'une manière trop difficile à déconstruire, en cas de besoin, par l'utilisateur.

Les séances étant dès l'origine conçues comme évolutives et attentives aux demandes des auditeurs, leur programme a un peu évolué. Ainsi, la question de la datation des documents a fait l'objet de plusieurs séances, alors qu'elle n'était prévue au départ que de manière marginale. Là encore, l'accent a été mis sur le fait qu'une datation, avec tous les aspects techniques que comportent les méthodes de la chronologie, n'est pas que la simple application de recettes de conversion des systèmes de datation anciens dans un vocabulaire chronologique contemporain, ni une chasse à l'erreur médiévale. C'est aussi, à l'heure de choisir, la production d'un discours scientifique aux bases et aux conséquences plus larges que le simple établissement d'une date. Outre donc les outils de travail et les techniques de l'interprétation des datations médiévales, l'on a également présenté et partagé des réflexions sur la pesée, sans cesse à réévaluer, des différents éléments à prendre en compte et, souvent, à hiérarchiser quand les éléments donnés par les documents sont divergents ou contradictoires.

Les séances ont été organisées pour la plupart autour de dossiers documentaires, puisant notamment dans le gisement des actes privés des ^x^e-^{xi}^e siècles (tout particulièrement clunisiens⁸), ainsi que dans les actes royaux français de périodes postérieures, avec un accent tout particulier sur des exemples tirés des registres du Trésor des chartes⁹. Plus ponctuellement, de la documentation suggérée par les auditeurs a

6. Les éditions d'actes données, en France, par les *Chartes et diplômes relatifs à l'histoire de France* et, en Allemagne, par les *Monumenta Germaniae Historica* (et en l'occurrence les séries de *Diplomata*) en étant des exemples tout trouvés.

7. Ce qui serait l'orientation suivie par des collections telles que les *Chartae Latinae Antiquiores* ou les *Monumenta Palaeographica Medii Aevi*.

8. Notamment issus de Bibliothèque nationale de France, ms. Collection de Bourgogne 76-78, ms. lat. 17715.

9. Provenant spécialement de Paris, Archives nationales, JJ 38.

également été utilisée, notamment pour répondre à une demande spécifique de l'un ou l'autre participant.

Un certain nombre des sujets prévus pour 2016-2017 a été décalé vers 2017-2018, voire pour certains 2018-2019, par exemple en matière de technologies proprement numériques. Si les outils disponibles sous forme numérique ont été présentés, les méthodes de travail à proprement parler, vues sous l'angle de l'annotation, ont été réservés pour plus tard – en revanche, un certain nombre de notions générales ont été discutées aussi dans la perspective de leur « mise en numérique ».